

Actionnaires des Gazoducs

Nabucco : Bulgarian Energy Holding, Botas (Turquie), Mol (Hongrie), OMV Gas & Power (Autriche), RWE (Allemagne) et Transgaz (Roumanie).

South Stream : Gazprom (Russie), Eni (Italie), EDF (France), Bulgarian Energy Holding, Sribjagas (Serbie), OMV Gas & Power (Autriche), MFB (Banque hongroise pour le développement) et DESFA (Grèce).

L'or bleu d'Asie centrale, objet de toutes les convoitises

Les réserves de gaz d'Asie centrale font actuellement l'objet d'importantes tractations et ont entraîné un refroidissement des relations entre la Russie et l'Union européenne. Le nœud du problème : la construction d'un gazoduc passant sous la mer Caspienne entre le Turkménistan et le Kazakhstan, soutenue par l'Union européenne en vertu d'un protocole d'accord signé avec ces deux républiques ex-soviétiques.

Depuis plusieurs semaines, la presse russe fait état de nouvelles tensions entre Moscou et Bruxelles. Mais la pomme de discorde n'a cette fois rien de voir avec le respect des droits de l'homme en Ukraine et en Biélorussie. L'Union européenne et la Russie s'affrontent désormais en Asie centrale. Il n'y est pas question des opérations des troupes de l'Alliance atlantique en Afghanistan et des risques qu'elles supposent pour l'équilibre de la région cher à Moscou, pas plus que du trafic de drogue dont l'Asie centrale est une des plaques tournantes. C'est cette fois l'aide proposée par l'Union européenne à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan dans la construction d'un gazoduc transcaspien qui a mis Moscou sur la défensive.

Au cœur de cette crispation : le statut juridique – ou plutôt l'absence de statut juridique international – de la mer Caspienne. Ses cinq États riverains – Azerbaïdjan, Turkménistan, Iran, Russie et Kazakhstan – ne sont toujours pas parvenus, depuis l'effondrement de l'Union, à trouver un accord sur la délimitation de leurs frontières maritimes et ce malgré plusieurs tentatives toutes avortées à ce jour. La question est d'autant plus épineuse que le sous-sol de la mer Caspienne regorge de gisements gaziers dont tous les riverains voudraient pouvoir profiter.

L'Union européenne affiche ses ambitions

Pourtant, ce point de droit ne semble pas gêner outre mesure l'Union européenne, à en croire les déclarations à la presse de la représentante du commissariat européen à l'Énergie, Marlene Holzer, interrogée sur la légitimité de la construction du transcaspien. « Nous sommes d'avis que le débat sur la délimitation des fron-

tières de la Caspienne n'aura aucun impact sur la construction du gazoduc : parce que le pipeline traverse les territoires de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan. » Et la responsable européenne d'ajouter : « En vertu du droit international, les pays voisins ont effectivement la possibilité d'exprimer leur opinion et d'être entendus sur les aspects environnementaux du projet... Je tiens toutefois à souligner qu'ils ne disposent que d'un droit consultatif et non d'une voix décisive. »

L'Union européenne lorgne donc avec envie sur les réserves de gaz de la Caspienne afin de diversifier ses sources d'approvisionnement et de garantir ainsi sa sécurité énergétique. Si elle est légitime, cette attitude irrite la Russie. Le premier fournisseur de gaz de l'Union européenne entend en effet accroître ses parts de marché en Europe et voit d'un très mauvais œil toutes les démarches entreprises par cette dernière pour trouver de nouveaux fournisseurs, a fortiori lorsqu'il s'agit d'anciennes républiques soviétiques.

La Russie défend son pré-carré

Pour preuve, ces propos du Premier ministre kazakh Karim Massimov lors du 4e forum Kazenergy qui s'est tenu début octobre à Astana : « Le Kazakhstan attache une grande importance au développement de nouvelles installations énergétiques et de nouvelles infrastructures de transport ». Une réponse brève, polie mais plutôt évasive à la proposition que lui avait faite l'Union européenne de rejoindre le projet de création du gazoduc transcaspien.

Il faut savoir qu'au même moment, la Russie, par la voix de son Premier ministre Vladimir Poutine, soulignait l'importance qu'elle attache à la création d'une Union eurasiennne avec la Biélorussie et, précisément, le Kazakhstan. Faut-il considérer cette insistance

de la Russie à l'égard de son voisin kazakh comme une mise en garde ? C'est possible...

« En ce qui concerne l'acheminement du gaz provenant d'Asie centrale vers l'Europe, ce ne sont pas les projets qui manquent, assure Youri Orlov, membre du Conseil de l'Académie des sciences pour l'analyse physico-technique des systèmes énergétiques, il y a cinq fois plus de propositions qu'il n'en faut ! » Pourtant, deux projets se distinguent sur le « corridor sud », surnom dont les spécialistes ont affublé l'itinéraire.

Deux projets de gazoduc s'affrontent

Le premier s'appelle Nabucco. Il est porté par un consortium de compagnies européennes. Alimenté par le gazoduc transcaspien, il partirait de la frontière turque orientale pour rejoindre Baumgarten en Autriche, via la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie ; pour une distance totale de 3 900 km et une capacité de 31 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Le second, South Stream, initié par le russe Gazprom et l'italien Eni, rejoints depuis par d'autres groupes énergétiques, relierait la Russie à la Bulgarie par le fond de la mer Noire avant de se séparer en deux tronçons : l'un traversant la Grèce pour rejoindre l'Italie et l'autre rejoignant l'Autriche via la Serbie, la Hongrie et la Slovaquie. Sa capacité serait de 63 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Le 19 octobre, l'Union européenne a lancé un pavé dans la mare. À l'occasion de la publication d'une liste de projets énergétiques d'intérêt commun pour ses 27 membres, Bruxelles a « mentionné l'importance du corridor sud sans pour autant citer nommément le projet South Stream », explique Mikhaïl Kruitikhin, partenaire et analyste de la société de conseil Rusenergy. Un camouflet pour Gazprom et la

Russie, qui n'ont pas apprécié d'être ignorés de la sorte.

Le soutien apporté au « corridor sud » témoigne d'une volonté européenne claire de faciliter la construction du gazoduc transcaspien pour acheminer du gaz en Turquie : une option qui profite au projet Nabucco et porte un sérieux coup à South Stream.

« L'Union européenne tente de réconcilier l'Azerbaïdjan et le Turkménistan en leur garantissant la prospérité économique, face à une Russie invoquant, pour justifier son hostilité au projet, le droit international et l'absence de frontières maritimes clairement délimitées », poursuit l'analyste.

Les embûches qui guettent Nabucco

Mais l'hostilité de la Russie – et de Gazprom en particulier – n'est pas le seul obstacle à la réalisation de Nabucco. Pour que sa construction soit rentable, le gazoduc doit acheminer 30 milliards de mètres cubes de gaz par an en Europe ; et, pour l'instant, on est loin du compte. Seuls 8 milliards de mètres cubes environ, provenant pour l'essentiel d'Azerbaïdjan, sont actuellement susceptibles d'alimenter le pipeline. « Un gazoduc reliant directement l'Asie centrale à l'Europe a la préférence des États de la région qui disposent du potentiel nécessaire pour remplir le tuyau. Mais de nombreux obstacles doivent être levés sur cette voie », explique Alexey Gromov, directeur du World Energy Consulting Center (WECC) à Moscou.

La région peut facilement fournir la vingtaine de milliards de mètres cubes manquants, mais toutes les options envisageables butent à court terme sur des obstacles politiques. Du côté de l'Asie centrale, tant que le statut juridique de la mer Caspienne ne sera pas clairement déterminé entre ses riverains, l'explo-

ECONOMIE : CINQ SUR CINQ par Jean-Didier Revoïn

Baisse de la production industrielle et hausse des crédits à la consommation

La production industrielle a chuté de 0,3% entre les mois d'août et septembre en Russie. En cause : un nouveau régime fiscal pour les produits pétroliers (réduction de la taxe à l'exportation de brut et hausse de

celle sur les produits raffinés), le raffermissement du rouble et la détérioration de la conjoncture européenne pour cause de crise grecque. En termes de rythme annuel, la croissance de la production industrielle est retombée à 3,9% à la fin du mois de septembre contre 6,2% un mois plus tôt. En septembre toujours, les prêts à la consommation en Russie ont en

revanche atteint 5,087 trillions de roubles, soit une hausse de 25,7% depuis le début de l'année d'après les chiffres de la Banque centrale. Les crédits alloués aux particuliers progressent aujourd'hui deux fois plus vite que les dépôts d'épargne, en hausse de 11,4% depuis le début de l'année (10,9 trillions de roubles en octobre). Les crédits octroyés aux en-

treprises ont eux progressé de 18,6%, atteignant 16,7 trillions de roubles. *Vedomosti et Moskovskie Novosti, 18/10/2011*

Unilever prend le contrôle de Kalina

Investir en Russie demeure attractif. Pour preuve : la prise de

contrôle du groupe russe Kalina par le géant mondial des produits de grande consommation, Unilever. Ce qui frappe dans cette opération, c'est que le groupe anglo-néerlandais s'est engagé à racheter 82% de Kalina pour 500 millions d'euros, soit près du double de la valeur boursière du groupe russe début octobre. Juste après la publication

TOUTE UNE ANNÉE SANS SOUCIS

UN ENSEMBLE UNIQUE DE SERVICES INÉDITS À UN PRIX TRÈS ATTRACTIF*

- Garantie de 3 ans
- CASCO et OSSAGO sur 1 an
- Service après-vente garanti pendant 1 an
- Assistance 24h/24 sur les routes pendant 3 ans



Peugeot sponsor officiel du Championnat Russe de Football



*L'ensemble des services comprend les dépenses du client pour le service technique pendant 1 an dans le cas où le kilométrage de l'automobile est inférieur à 30000 km, 3 ans de garantie du constructeur, le service « Assistance technique sur la route » pendant 3 ans, police d'assurance CASCO et OSSAGO pour 1 an. La prime d'assurance selon les polices CASCO ET OSSAGO dépend des tarifs de la compagnie-partenaire d'assurance. Le champ d'application des polices CASCO et OSSAGO ne s'étend que sur le propriétaire (conducteur) de l'automobile et sur une personne seulement. Cette offre est valable dans le cas où se fait l'achat d'une voiture neuve Peugeot 308 SKD de l'année de production 2011. L'offre est valable du 1er octobre 2011 au 30 novembre 2011 inclus. Pour en savoir plus sur l'organisateur et de la campagne, sur les conditions de l'offre appelez au tél. 8800555 53 35 ou visitez notre site www.peugeot.ru. Publicité.

NOUVELLE PEUGEOT 308

Gestion des
procédures migratoires

Consultation Tél: +7 (499)
Assistance 254 8135
Outsourcing

VISA

Outsourcing Expatriation Management

21 régions couvertes en 2011



tation des gisements semble compromise. Une autre possibilité serait de se tourner vers l'Iran : mais on voit mal l'Union européenne se mettre à acheter du gaz à Téhéran quand le régime de sanctions qu'elle inflige à la capitale iranienne n'a jamais été aussi contraignant. La dernière option — exploiter les gisements du Kurdistan iraquien — implique elle aussi certaines difficultés du fait des relations plutôt tendues de la province avec Bagdad, sans parler des rapports autrement délicats qui la lient à la Turquie. « La seule solution, à l'heure actuelle, est bien de pousser sur la construction du Transcaspien : sans cela, c'est la mort du projet Nabucco », résume Alexey Gromov.

Youri Orlov voit les choses sous un autre angle. Pour lui, Nabucco devra encore surmonter un autre type de problème : celui de la qualité du gaz centrasiatique. « Même si le gisement turkmène est estimée à 3000 milliards de mètres cubes, ce gaz ne peut en aucun cas être utilisé sans purification préalable. Ce qui signifie, techniquement, qu'il est impossible de produire plus de 15 milliards de mètres cubes de gaz sur cinq ans », précise le spécialiste des systèmes énergétiques, qui estime par ailleurs que South Stream a plus de chances de voir le jour que Nabucco.

South Stream souffre de la réputation de Gazprom

Mais la construction de South Stream ne va pas non plus de soi. Elle doit faire face, d'abord, à la volonté de l'Union européenne de s'émanciper de sa dépendance vis-à-vis de Gazprom et de diversifier ses voies d'approvisionnement.

« Gazprom a mauvaise réputation. Le groupe refuse de se plier aux règles européennes exigeant notamment une nette séparation entre les activités de production, de distribution et de vente de l'énergie. Ce qui permet au géant pétrolier, par exemple, d'interdire l'accès de son réseau de distribution à des tiers : comportement interdit aux groupes européens sous peine d'endurer les foudres des organismes bruxellois de protection de la concurrence », précise Mikhaïl Kruitikhin. « Gazprom se sert du gaz comme d'une arme économique et politique pour atteindre ses objectifs », poursuit le spécialiste.

Le fait que l'État russe soit actionnaire majoritaire de Gazprom confère au groupe certains avantages. « Dans certains cas, Gazprom peut tirer profit de cette situation. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il influence la politique étrangère russe »,

nuance Youri Orlov, à propos notamment du différend gazier opposant la Russie à l'Ukraine.

Une autre difficulté, mise en lumière par Alexey Gromov, réside dans le fait que « South Stream représente pour la Russie un coût bien élevé s'il s'agit simplement de contourner le territoire ukrainien et d'empêcher Kiev de prélever une partie du gaz destiné à l'Union européenne. »

L'Allemagne pourrait débloquer la situation

Le grand drame des promoteurs de Nabucco autant que de South Stream, c'est que la demande de gaz de l'Union européenne s'est effondrée avec la crise de 2008, passant de 144 milliards de mètres cubes en 2007 à 107 milliards l'an dernier. Ce qui implique, en clair, que le besoin de construire un gazoduc dans le « corridor sud » n'est plus aussi pressant qu'il pouvait l'être avant la crise.

Ainsi, l'Union européenne dispose d'un peu de temps pour envisager la meilleure façon de limiter sa dépendance à Gazprom. Ce qui inquiète une Russie souhaitant quant à elle conserver le contrôle sur le gaz dont regorge l'Asie centrale et protéger ainsi son champion national. Les positions des deux parties sont pour l'heure inconciliables, et chacune tente de faire pression sur l'autre. Mais, en matière énergétique, « les déclarations ne valent rien tant que les projets n'ont pas été validés sur le plan technique », rappelle Youri Orlov, qui pense que l'évolution de la consommation de gaz allemande pourrait débloquer la situation.

Les Allemands, en effet, ont officiellement décidé de renoncer à l'énergie nucléaire d'ici 2022 et devront bien lui trouver un substitut. Il serait peu réaliste de supposer que les seules énergies renouvelables pourront assumer ce rôle et le gaz aura, à n'en pas douter, une place de choix. Nécessité faisant loi, les premiers frémissements de la demande de gaz européenne viendront à bout des positions les plus dogmatiques. Mais trop d'inconnues planent sur le tracé de chacun des gazoducs pour pouvoir déterminer, aujourd'hui, celui qui a le plus de chances d'être construit demain. ■



Si vous voulez savoir pourquoi la Russie développe ses exportations de gaz liquéfié, rendez-vous sur lecourrierderussie.com pour consulter l'article: GN: **Pourquoi la Russie veut-elle développer l'export du gaz par voie maritime ?**

de cet accord, le cours des titres Kalina, actif dans les cosmétiques et la parfumerie, s'est envolé de 40%. La dernière acquisition d'Unilever en Russie date d'il y a 17 ans, lorsque le géant international avait racheté le site pétersbourgeois du groupe russe Severnoe Sianie (« Aurore Boréale », *ndlr*).
Slon.ru, 14/10/2011

Succès franco-russe pour Soyouz

Le lanceur russe Soyouz a, pour la première fois de son histoire, décollé depuis la base française de Kourou, en Guyane. La fusée a mis sur orbite avec succès deux satellites d'un poids total de 1,4 tonnes qui compléteront le système européen de navigation globale Galileo, concurrent du système russe Glonass et du système américain GPS. Au total, 30 satellites assureront le fonctionnement de Galileo. Des ser-

vices limités seront disponibles dès 2014, pour un système totalement opérationnel en 2020.
Expert.ru, 24/10/2011

La Russie va taxer les « parachutes dorés »

À compter de l'année prochaine, les indemnités versées à certains dirigeants au moment de leur départ — plus connues sous le surnom de « parachutes dorés » — seront taxées par les autorités russes. Les bénéficiaires de ce type d'indemnités devront s'acquitter de l'impôt standard sur le revenu, qui s'élève à 13%. Les parachutes dorés ne sont actuellement pas taxés en Russie et le vice-ministre des finances Sergueï Chatalov a précisé que cela resterait le cas pour les indemnités n'excédant pas trois mois de salaire.
Expert.ru, 24/10/2011

Baromètre des CFO européens 2011

La branche russe de la firme de recrutement Michael Page International a présenté son Baromètre européens des directeurs financiers 2011. Il ressort des réponses des 2 400 CFO (Chief financial Officers : directeurs financiers) — dont 200 Russes — interrogés, que les directeurs financiers, en temps de crise, doivent, en plus de leurs responsabilités strictement comptables, axer davantage leur activité sur la réflexion stratégique et la gestion des risques, deux éléments susceptibles d'affecter lourdement les résultats financiers des entreprises qui les emploient. Il apparaît en outre que 78% des sondés n'ont pas ou peu confiance dans l'euro, et que les CFO russes sont plus enclins que leurs homologues étrangers à vivre des expériences professionnelles hors de leur pays (respectivement 70 et 45%).

Nomination

Marat Khusullin remplace Vladimir Resine

Marat Khusullin est le nouveau responsable moscovite de la politique d'urbanisme et de construction, sous le contrôle direct du maire, Sergueï Sobianine. Avant d'être nommé à ce poste, qui alloue les terrains constructibles et gère les autorisations immobilières dans la capitale russe, Marat Khusullin était ministre de la construction du Tatarstan. Il remplace Vladimir Resine, âgé de 75 ans, qui occupait ce poste depuis les années 1990. Resine était resté en fonctions après l'éviction de l'ancien maire, Youri Luzhkov, afin d'assurer une bonne transmission des dossiers entre les constructeurs de l'ère Luzhkov et les nouvelles autorités.
expert.ru, 24/10/2011

Responsabilité pénale pour la création d'une entreprise éphémère

Le 19 octobre, la Douma fédérale a approuvé en première lecture un projet de loi introduisant une responsabilité pénale pour la création d'entreprises éphémères.

De nombreux experts considèrent que l'ingérence excessive de l'État dans la sphère économique risque de nuire au business. Pour d'autres, cette loi menace, à plus forte raison, de sonner le glas de l'activité des petites entreprises en Russie.

Je soutiens, pour ma part, un autre point de vue. Et je vais ici expliquer pourquoi. Qu'est-ce qu'une entreprise éphémère ? C'est une organisation commerciale utilisée à des fins délictueuses, créée, généralement, à l'aide de passeports perdus ou appartenant à des gens sans lieu de résidence déterminé, et enregistrée dans ce que l'on appelle des points d'enregistrement massifs, soit des lieux où sont officiellement enregistrées, dans la même pièce, 200 ou 300 sociétés. Les gens qui créent de telles organisations savent en pratique, dès le départ, que ces entreprises ne paieront pas d'impôts, et qu'en cas de litige, l'argent sera converti en liquide, laissant les partenaires d'affaires sans rien. Il convient de noter, par ailleurs, que de telles organisations peuvent également être créées directement afin de blanchir de l'argent.

Lors de la crise financière de 2008, nous avons été plus d'une fois confrontés à des problèmes impliquant des entreprises éphémères. Plusieurs sociétés, qui collaboraient depuis longtemps avec de gros fournisseurs, ont commencé de disparaître, et avec elle les lots impayés. Au cours des processus de recours en justice, il s'est brusquement avéré que le partenaire de longue date était en réalité une entreprise éphémère, de laquelle il était impossible d'exiger quelque recouvrement que ce soit dans le cadre de la loi. Les gros fournisseurs ont subi des pertes se chiffrant en millions. Seul le lancement de procédures pénales en vertu de l'article 159 du Code pénal (escroquerie) a permis de remonter aux propriétaires réels et de recouvrer auprès d'eux les sommes perdues.

La pratique judiciaire permet aux organismes fiscaux d'effectuer un redressement fiscal s'il s'avère que l'argent a été transféré dans une société éphémère. Je pense que les directeurs d'entreprise gérant des affaires en Russie sont nombreux à bien connaître ce problème.

Ainsi, l'existence de sociétés éphémères sur le marché russe, dans les faits impunie, constitue un réel fléau. C'est pour cette raison que la condamnation en question, sous forme d'amende ou d'une période d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, est une mesure juste. Mais, étant donné que de telles organisations sont créées à des fins délictueuses, on pourra donc, en complément, invoquer les articles 159 (escroquerie) ou 174 (blanchiment d'argent) du Code pénal qui punissent déjà des délits graves et supposent une condamnation pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Toutes ces mesures permettront aux entrepreneurs de bonne foi d'éviter, en Russie, des difficultés imprévues.

Oleg Joukov

TM DEFENCE Legal Services

